

---

**Mémoire du Président**

**Proposition de financement additionnel en faveur de la République fédérale du Nigeria**

**Projet d'amélioration des moyens de subsistance des entreprises familiales dans le delta du Niger (LIFE-ND)**

Numéro du projet: 2000001043

---

Cote du document: EB 2024/LOT/P.22

Date: 6 novembre 2024

Distribution: Publique

Original: Anglais

**POUR: APPROBATION**

**Mesures à prendre:** Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement additionnel telle qu'elle figure au paragraphe 58.

---

---

**Questions techniques:**

**Bernard Hien**  
Directeur régional  
Division Afrique de l'Ouest et du Centre  
courriel: b.hien@ifad.org

**Dede Ekoue**  
Directeur de pays  
Division Afrique de l'Ouest et du Centre  
courriel: d.ekoue@ifad.org

---

## Table des matières

<b>Résumé du financement</b>	<b>ii</b>
<b>I. Contexte et description du projet</b>	<b>1</b>
A. Contexte	1
B. Description du projet initial	1
<b>II. Justification du financement additionnel</b>	<b>1</b>
A. Raison d'être	1
B. Description de la zone géographique et des groupes cibles	4
C. Composantes, résultats et activités	5
D. Coût, avantages et financement	5
<b>III. Gestion des risques</b>	<b>10</b>
A. Risques et mesures d'atténuation	10
B. Catégorie environnementale et sociale	11
C. Classement au regard des risques climatiques	11
<b>IV. Exécution</b>	<b>11</b>
A. Respect des politiques du FIDA	11
B. Cadre organisationnel	12
C. Suivi-évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication stratégique	13
D. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement	13
<b>V. Instruments et pouvoirs juridiques</b>	<b>13</b>
<b>VI. Recommandation</b>	<b>14</b>

### Appendices

- I. Updated logical framework incorporating the additional financing
- II. Updated summary of the economic and financial analysis

---

#### Équipe d'exécution du projet

---

Directeur régional:	Bernard Hien
Directeur de pays:	Dede Ekoue
Responsable technique:	Abdoulaye Gonde
Responsable des finances:	Austin Tatah
Spécialiste climat et environnement:	Brou Yao Bernard
Juriste:	Sherine Sherif

---

## Résumé du financement

<b>Institution initiatrice:</b>	FIDA
<b>Emprunteur/bénéficiaire:</b>	République fédérale du Nigéria
<b>Organisme d'exécution:</b>	Ministère fédéral de l'agriculture et de la sécurité alimentaire
<b>Coût total du projet:</b>	130 millions d'USD <sup>1</sup>
<b>Montant du prêt initial du FIDA (Système d'allocation fondé sur la performance)</b>	42,4 millions de DTS (équivalant approximativement à 60 millions d'USD)
<b>Conditions du financement initial du FIDA:</b>	Mixtes: délai de remboursement de 25 ans, y compris un différé d'amortissement de 5 ans, à un taux d'intérêt fixe de 1,25% et avec une commission de service de 0,75% l'an
<b>Montant du financement additionnel du FIDA [Mécanisme d'accès aux ressources empruntées (MARE)]:</b>	32 millions d'USD
<b>Conditions du financement additionnel du FIDA (MARE):</b>	Ordinaires: délai de remboursement de 35 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans. Taux d'intérêt = taux de référence du marché du FIDA + marge variable + prime d'échéance déterminée chaque trimestre et appliquée sur le taux du marché  Remboursements annuels fixes du principal à l'expiration du différé d'amortissement
<b>Cofinanceurs:</b>	Commission de développement du delta du Niger (CDDN)
<b>Montant du cofinancement:</b>	30 millions d'USD <sup>2</sup>
<b>Conditions du cofinancement:</b>	s.o.
<b>Contribution de l'emprunteur/du bénéficiaire:</b>	Gouvernement fédéral: 3,1 millions d'USD Administrations des États: 4,9 millions d'USD
<b>Contribution des bénéficiaires:</b>	Contributions en nature
<b>Montant du financement initial du FIDA (action climatique):</b>	s.o.
<b>Montant du financement additionnel du FIDA (action climatique):</b>	2,7 millions d'USD
<b>Institution initiatrice:</b>	FIDA

<sup>1</sup> Sur un montant total de 30 millions d'USD initiaux apportés par la Commission de développement du delta du Niger (CDDN) mais comprenant trois États supplémentaires non couverts par le FIDA, 2,5 millions d'USD ont été versés au projet. La CDDN s'est par ailleurs engagée par écrit à déboursier au moins 5 millions d'USD par an.

<sup>2</sup> *Ibid.*

## **I. Contexte et description du projet**

### **A. Contexte**

1. Le Projet d'amélioration des moyens de subsistance des entreprises familiales dans le delta du Niger (LIFE-ND), approuvé par le Conseil d'administration du FIDA le 11 décembre 2017 et inauguré le 21 février 2019, vise à améliorer les moyens d'existence, à renforcer la sécurité alimentaire et à faciliter la création d'emplois destinés aux femmes et aux jeunes ruraux de six États du delta du Niger, par l'entremise de l'entrepreneuriat agricole durable. Ce projet, approuvé pour exécution en deux phases, dont la première allant de mars 2017 à mars 2025, est financé par un prêt du FIDA de 60 millions d'USD, des contributions de l'administration fédérale et des administrations étatiques de 8 millions d'USD et un financement parallèle de la Commission de développement du delta du Niger (CDDN) de 30 millions d'USD. Le déficit de financement de LIFE-ND sera comblé par un prêt du FIDA de 32 millions d'USD au cours de la deuxième phase.
2. Dans sa lettre du 3 mai 2024, le Gouvernement fédéral du Nigéria a demandé 32 millions d'USD au titre du Mécanisme d'accès aux ressources empruntées (MARE) pour combler le déficit de financement.
3. Le but, les objectifs et les composantes du projet LIFE-ND, y compris le mécanisme de mise en œuvre et les dispositions financières, resteront tels qu'ils ont été formulés à l'origine. Le financement additionnel vise à étendre la portée des réalisations du projet en matière de développement économique et de création de richesses, en continuant à soutenir de manière durable le développement d'entreprises agricoles et en assurant une transition fluide entre la première et la seconde phase sans interrompre la mise en œuvre de ce projet performant.

### **B. Description du projet initial**

4. Le projet LIFE-ND a été initialement conçu comme un projet innovant de développement d'entreprises agricoles sur 12 ans comportant une première phase de six ans, appelée phase pilote. Cette phase, qui prendra fin le 31 mars 2025, sera suivie d'une seconde phase prévue dès la conception du projet, qui sera exécutée en comblant le déficit de financement.
5. Le but premier du projet est de produire une économie rurale transformée dans le cadre de laquelle la population rurale peut prospérer et dont tous ses membres peuvent bénéficier sur un pied d'égalité. L'objectif de développement du projet consiste à accroître les revenus, à améliorer la sécurité alimentaire et à promouvoir la création d'emplois chez les femmes et les jeunes ruraux, en développant des agroentreprises viables dans la région du delta du Niger au Nigéria.

## **II. Justification du financement additionnel**

### **A. Raison d'être**

6. L'examen à mi-parcours du projet LIFE-ND, réalisé le 10 juin 2023, a mis en lumière le besoin de ressources supplémentaires pour, lors de la phase 2, tirer des leçons de la phase 1 et prendre appui sur ses réussites. Le financement additionnel de 32 millions d'USD, prévu dès la conception du projet, couvrira la période allant de mars 2025 à mars 2028 plutôt que les six années prévues initialement, compte tenu du budget annuel moyen de 12 millions d'USD exécuté pendant la première phase. Ce financement est essentiel pour améliorer la pérennisation, la résilience et les pratiques climato-compatibles dans le cadre du projet, en mettant l'accent sur le genre, les personnes handicapées, les jeunes, les changements climatiques et la nutrition, et pour exploiter les solutions numériques de façon à améliorer l'efficacité et la portée du projet.

### **Principales leçons tirées de la phase 1 justifiant le besoin d'un financement additionnel**

7. **Le modèle d'incubation d'entreprises.** Il est prouvé qu'il améliore considérablement les compétences des jeunes et des femmes en matière de gestion agricole et d'entreprise, ce qui aboutit à des revenus stables et à des moyens d'existence durables. Les fonds supplémentaires aideront à transposer ce modèle à plus grande échelle, à renforcer les partenariats entre les secteurs et à favoriser les entreprises, à la fois nouvelles et existantes, par le biais du passage au numérique.
8. **Mobilisation et appropriation communautaires.** La forte participation locale a été essentielle, et a permis d'affecter un nombre important de terres et d'accroître la responsabilité communautaire. Des investissements supplémentaires intensifieront cette approche, en améliorant notamment la participation des personnes handicapées.
9. **Les partenariats au service de la pérennisation.** Une collaboration efficace entre les organisations communautaires et les secteurs public et privé a permis de développer un capital social essentiel, d'améliorer l'accès aux marchés et de créer une conjoncture plus favorable. Le maintien des financements renforcera ces partenariats et en élargira les avantages de manière durable.
10. **Égalité femmes-hommes.** L'intégration du Système de formation-action pour l'égalité femmes-hommes (GALS) a favorisé l'autonomisation des femmes au sein des communautés et amélioré leur accès à des ressources vitales. Les financements de la phase 2 viseront à renforcer les initiatives spécifiques au genre afin d'améliorer davantage le leadership des femmes et leur participation aux activités économiques.
11. Ces éléments soulignent l'importance que revêtent les investissements financiers ciblés pour garantir le succès et le développement durables du projet, et pour en accroître ainsi l'impact sur les bénéficiaires et la communauté au sens large.

### **Principales réalisations du projet au moment de l'examen à mi-parcours (juin 2023)**

12. **Développement et création inclusifs d'entreprises et création d'emplois.** Le projet a réussi à développer ses modèles d'incubateurs d'agroentreprises en renforçant plus de 57% des institutions rurales, en promouvant les agroentreprises rentables axées sur la jeunesse et en atteignant plus de 130% de l'objectif fixé pour la durée de vie du projet, qui était de 600, en ce qui concerne la mobilisation d'incubateurs d'entreprises favorisant le mentorat et la formation pratique pour les nouveaux entrepreneurs. Ainsi, à mi-parcours, 6 035 nouveaux emplois en entreprise avaient été créés dans le cadre du projet pour les jeunes et les femmes, atteignant ainsi 24% des objectifs fixés sur toute sa durée de vie.
13. **Développement d'agroentreprises pérennes et résilientes.** Le projet a contribué à accroître la production et la productivité agricoles, et amélioré la transformation et la commercialisation grâce à 345 associations faitières de développement de producteurs et 21 groupements de transformation pour les produits de base prioritaires (riz, manioc, bananes plantains, huile de palme, cacao, volaille et poisson)<sup>3</sup>.

<sup>3</sup> Ceci a produit les résultats suivants à mi-parcours:

- a) 82,8% (11 772 agroentrepreneurs ruraux) ont déclaré avoir adopté des technologies ou des pratiques nouvelles ou améliorées;
- b) 74% (10 475) agroentrepreneurs ruraux appuyés dans le cadre du projet ont déclaré avoir augmenté le volume de production et de vente;
- c) 74% (10 475) des entreprises rurales appuyées dans le cadre du projet ont déclaré avoir un revenu stable leur permettant de jouir d'une meilleure sécurité alimentaire et de moyens d'existence durables.

14. **Sécurité alimentaire et nutritionnelle:** l'amélioration de la production et le renforcement de la transformation et de la commercialisation ont non seulement conduit à une hausse des revenus pour les bénéficiaires, mais aussi à l'adoption des meilleures pratiques nutritionnelles par les groupes cibles, en particulier les femmes et les jeunes. Les interventions du projet ont conduit à une baisse de 52% du nombre de bénéficiaires directs souffrant d'insécurité alimentaire (7 361 ménages), et permis à 86% d'entre eux (6 087 ménages) de signaler une amélioration de la qualité de leur alimentation.
15. Le financement additionnel comblera le déficit de financement initial existant à la conception, pour accroître les revenus, améliorer la sécurité alimentaire et promouvoir la création d'emplois chez les femmes et les jeunes ruraux, en développant des agroentreprises viables dans la région du delta du Niger au Nigéria. Il appuiera la création de 13 050 emplois supplémentaires et fournira un soutien renforcé aux agroentrepreneurs bénéficiaires de la première phase. Il contribuera à accroître l'appui à une agriculture à dimension nutritionnelle résiliente face aux changements climatiques et à améliorer l'accès aux marchés, les processus post-récolte et les possibilités de création d'entreprises. Il aidera aussi à obtenir un soutien politique en faveur d'un environnement inclusif et propice à l'autonomisation des jeunes et des femmes dans les filières ciblées. Il contribuera enfin à la mise en œuvre d'une stratégie d'intégration des technologies de l'information et des communications au service du développement destinée à accélérer l'exécution du projet et à lui donner la portée souhaitée.

#### **Aspects particuliers relatifs aux thématiques transversales prioritaires du FIDA**

16. Conformément aux engagements en matière de transversalisation, le projet a été validé comme:
- incluant un financement climatique.
17. L'initiative LIFE-ND vise à multiplier les opportunités agricoles et à lutter contre les vulnérabilités des jeunes, des femmes et des personnes handicapées dans la région du delta du Niger au Nigéria. Les principaux domaines d'intervention sont les suivants:
- i) **Mobilisation des jeunes.** Le taux de chômage ou de sous-emploi des jeunes Nigériens dépassant les 60%, l'agriculture est considérée comme un secteur vital pour la création d'emplois. Malgré le fait que les jeunes considèrent l'agriculture comme une activité ingrate et sans prestige, les politiques cherchent à raviver l'intérêt et à accroître la participation dans ce secteur pour favoriser la diversification de l'économie et améliorer la sécurité alimentaire.
- ii) **Inégalité entre les femmes et les hommes.** Les femmes, qui représentent 60% de la main-d'œuvre agricole, se heurtent à des disparités importantes en matière d'accès aux ressources comme les crédits et les terres, et jouissent d'un pouvoir décisionnel limité. L'écart entre les genres coûte chaque année au secteur agricole des milliards en pertes de revenus. Le projet vise à améliorer l'indépendance économique et la capacité décisionnelle des femmes grâce à des interventions ciblées comme le GALS, qui facilite une participation équitable et l'accès aux ressources.

- iii) **Nutrition et sécurité alimentaire.** La malnutrition et l'insécurité alimentaire sont des enjeux majeurs dans le delta du Niger, qui touchent une part importante<sup>4</sup> d'enfants et de femmes. LIFE-ND cherche à améliorer la diversité alimentaire et la sécurité sanitaire des aliments, en luttant contre la malnutrition grâce à une mise en œuvre améliorée des politiques et à des initiatives communautaires.
  - iv) **Résilience aux changements climatiques.** Les changements climatiques exacerbent la dégradation de l'environnement dans le delta du Niger, ce qui a des retombées négatives sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et les conditions de vie en raison de pluies trop abondantes, de l'érosion des sols et d'inondations. Le projet LIFE-ND intégrera des stratégies se rapportant à la résilience climatique dans les pratiques agricoles pour atténuer ces impacts.
  - v) **Défis environnementaux et socioéconomiques.** La région traverse une crise complexe causée par des marées noires, la déforestation et l'appauvrissement de la biodiversité, associée à une faible gouvernance et à un déficit d'infrastructures, autant de facteurs qui font obstacle à la distribution des denrées alimentaires et à la productivité agricole. Le projet LIFE-ND est axé sur des solutions multidimensionnelles qui englobent la restauration de l'environnement, l'autonomisation économique et une gouvernance robuste pour renforcer la stabilité et la sécurité alimentaire dans la région.
18. Le projet aborde ces questions cruciales par le renforcement des capacités et l'amélioration de la participation aux marchés et des infrastructures, assurant ainsi la pérennisation et l'inclusivité du secteur agricole.

## B. Description de la zone géographique et des groupes cibles

19. **Zone d'intervention.** La zone géographique demeure inchangée depuis la conception du projet. Le financement additionnel sera exécuté dans les six États bénéficiant du financement du FIDA (Abia, Bayelsa, Cross River, Delta, Edo et Ondo). Le projet couvrira 60 zones d'administration locale et 600 communautés dans ces six États.
20. **Groupe cible.** Dans les six États susmentionnés, le financement additionnel proposera des apprentissages à 13 050 femmes et jeunes bénéficiaires, qui sortiront du système d'incubation nantis d'une entreprise rentable et d'un travail décent, et qui pourront jouer eux-mêmes un rôle d'incubateur. Il ciblera également 150 incubateurs d'entreprise établis ou potentiels, en vue de favoriser la création d'emplois et l'autonomisation économique en faveur des bénéficiaires. Ceux-ci seront des jeunes âgés de 18 à 29 ans ainsi que des femmes chefs de ménage ayant à leur charge des enfants de moins de 15 ans. Le financement additionnel fournira des services liés au développement des entreprises à 26 775 jeunes et femmes ayant bénéficié des services d'incubation pour les aider à développer leurs entreprises et stimuler la création d'emplois dans le système agroalimentaire. La plupart des objectifs sont augmentés proportionnellement au financement. En parallèle, certains se sont considérablement accrus grâce à des approches couronnées de succès. Par exemple, la portée globale est passée de 26 100 à 90 925 ménages (plus 1 926 personnes handicapées), soit un total de 363 700 membres (ménage moyen constitué de quatre personnes), et le « nombre d'entreprises rurales soutenues signalant une hausse des bénéficiaires nets » est passé de 22 186 à 72 740.

<sup>4</sup> Le pourcentage de la population en ménage privé souffrant d'insécurité alimentaire dans les six États ciblés varie entre 37,8% et 56,8% (UNICEF, 2021). [https://www.unicef.org/nigeria/media/6316/file/2021\\_per\\_cent20MICS\\_per\\_cent20full\\_per\\_cent20report\\_per\\_cent20.pdf](https://www.unicef.org/nigeria/media/6316/file/2021_per_cent20MICS_per_cent20full_per_cent20report_per_cent20.pdf).

## C. Composantes, résultats et activités

21. **Composante 1: Amélioration des perspectives économiques chez les femmes et les jeunes ruraux**, en aidant les bénéficiaires à créer et à développer des agroentreprises rentables. Cette composante s'appuiera sur quatre sous-composantes interdépendantes.
- Sous-composante 1.1: Incubation d'agroentreprises rurales**, qui générera environ 13 050 nouvelles entreprises agricoles et fournira des services liés au développement des entreprises à 63 018 jeunes, femmes et personnes handicapées qui ont passé avec succès la première phase du projet LIFE-ND. Des services de vulgarisation numérique et un système numérique de coupons électroniques seront proposés à 8 925 bénéficiaires.
  - Sous-composante 1.2: Infrastructures de production et de commercialisation**, ce qui permettra, en réponse à la demande, de développer 6 000 hectares de terre ainsi que de nombreux équipements de transformation ou de production, et de construire ou de remettre en état des routes et des ponts en zone rurale en vue de faciliter l'accès au marché.
  - Sous-composante 1.3: Services financiers aux agroentreprises rurales**, qui appuieront le développement des entreprises.
  - Sous-composante 1.4: Renforcement institutionnel**, qui appuiera le développement des capacités des institutions rurales, notamment les associations faïtières de développement de producteurs et favorisera l'assistance technique aux programmes de développement agricole au niveau des États, en faveur d'une prestation de services de vulgarisation inclusifs et pluralistes, et la reproduction à plus grande échelle du forum des associations de producteurs à l'appui du Programme de développement des filières.
22. **Composante 2: Gestion et coordination du projet.** Cette composante demeure inchangée, mais sera renforcée grâce à une plus grande participation des organisations paysannes et à l'utilisation accrue de solutions numériques pour la gestion du projet, avec l'intégration de la communication et de la gestion des connaissances dans tous les aspects des opérations.
23. Le tableau ci-dessous résume les résultats attendus des deux composantes du financement additionnel au titre du projet LIFE-ND.

<i>Composante</i>	<i>Effet direct</i>
1. Amélioration des perspectives économiques chez les femmes et les jeunes ruraux	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Création d'entreprises économiques pérennes</li> <li>• Infrastructures axées sur l'agro-industrie pour améliorer l'accès aux marchés, gérées de manière durable par les bénéficiaires</li> <li>• Accès amélioré aux services financiers pour les bénéficiaires et leurs organisations</li> <li>• Institutions rurales capables de repérer et de relever les défis en matière d'infrastructure, de politique et de réglementation</li> </ul>
2. Gestion et coordination du projet	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Gestion efficace et efficiente du projet, lequel obtient des résultats grâce à l'intégration de la communication et de la gestion des connaissances dans tous les aspects de ses opérations</li> </ul>

## D. Coût, avantages et financement

### Coût du projet

24. Le total cumulé des dépenses ordinaires et extraordinaires relatives au projet, pour le financement initial et additionnel, est estimé à 130 millions d'USD. Le prêt initial approuvé par le FIDA était de 60 millions d'USD. Le financement additionnel au titre du MARE, d'un montant de 32 millions d'USD, comblera le déficit de

financement anticipé dès la conception du projet, ce qui portera le montant total du prêt du FIDA à 92 millions d'USD (71% du financement total du projet).

25. Compte tenu du financement additionnel, le tableau des coûts a été réorganisé de façon à tenir compte des recommandations de l'examen à mi-parcours, et le financement additionnel du FIDA sous forme de prêt est donc affecté de la manière suivante aux différentes composantes: la composante 1 (Amélioration des perspectives économiques chez les femmes et les jeunes ruraux) s'est vu attribuer 24,2 millions d'USD de financements additionnels (76%); la composante 2 (Gestion et coordination du projet) s'est vu attribuer un montant de 7,7 millions d'USD (24%) pour couvrir les coûts de gestion et les enquêtes finales. Le ratio des coûts ordinaires pour le projet a été maintenu à 8% environ, soit un niveau inférieur au pourcentage de référence du FIDA, fixé à 15%, conformément aux directives du Fonds concernant les coûts ordinaires.
26. Le montant total dédié à l'atténuation des changements climatiques dans le cadre de la sous-composante 1.2 (Infrastructures de production et de commercialisation) est estimé à 2,7 millions d'USD (financements initial et additionnel confondus), contre 1,4 million d'USD pour les questions liées au genre, aux jeunes, aux femmes et aux personnes handicapées et 0,94 million d'USD pour la nutrition.

Tableau 1

**Résumé du financement initial et du financement additionnel**

(en milliers d'USD)

	<i>Financement initial<sup>a</sup></i>	<i>Financement additionnel (MARE)</i>	<i>Total</i>
Prêt du FIDA	60 000	32 000	92 000
CDDN <sup>b</sup>	30 000	-	30 000
Bénéficiaires	-	-	-
Emprunteur/bénéficiaire	-	-	-
Gouvernement fédéral	3 115	-	3 115
Administrations des États	4 900	-	4 900
Déficit de financement <sup>c</sup>	32 000	-	-
<b>Total</b>	<b>130 015</b>	<b>32 000</b>	<b>130 015</b>

<sup>a</sup> Voir les tableaux 1 and 2 figurant dans le document EB 2017/122/R.8/Rev.1 pour une ventilation détaillée.

<sup>b</sup> Sur les 30 millions d'USD initiaux destinés par la CDDN à trois États supplémentaires non couverts par le FIDA, 2,5 millions d'USD ont été versés au projet. La CDDN s'est par ailleurs engagée par écrit à déboursier au moins 5 millions d'USD par an.

<sup>c</sup> Voir le financement additionnel du FIDA sous la forme d'un prêt de 32 millions d'USD dans la colonne 2.

Tableau 2

**Financement additionnel: Coût du projet par composante (et sous-composante) et par source de financement**

(en milliers d'USD)

<i>Composante/sous-composante</i>	<i>Prêt additionnel du FIDA (MARE)</i>		<i>Total</i>	
	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>
<b>1. Amélioration des perspectives économiques chez les femmes et les jeunes ruraux</b>				
1.1 Incubation d'agroentreprises rurales	14 363	100	14 363	45
2.1 Infrastructures de production et de commercialisation	7 119	100	7 119	22
1.3 Services financiers aux agroentreprises rurales	940	100	940	3
1.4 Renforcement institutionnel	1 791	100	1 791	6
<b>2. Gestion et coordination du projet</b>	7 787	100	7 787	24
<b>Total</b>	<b>32 000</b>	<b>100</b>	<b>32 000</b>	<b>100</b>

Tableau 3  
**Financement additionne : Coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement**  
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt additionnel du FIDA (MARE)			
	Montant	%	Montant	%
<b>Dépenses d'investissement</b>				
1. Travaux de génie civil	5 867	100	5 867	22
2. Services de consultants	4 519	100	4 519	16
3. Crédits et subventions	11 688	100	11 688	43
4. Formation et ateliers	5 057	100	5 057	19
<b>Total des dépenses d'investissement</b>	<b>27 132</b>	<b>85</b>	<b>27 132</b>	<b>85</b>
<b>Dépenses ordinaires</b>				
1. Salaires, traitements et indemnités	3 719	100	3 719	76
2. Frais de fonctionnement	1 149	100	1 149	24
<b>Total des dépenses ordinaires</b>	<b>4 868</b>	<b>15</b>	<b>4 868</b>	<b>15</b>
<b>Total</b>	<b>32 000</b>	<b>100</b>	<b>32 000</b>	<b>100</b>

Tableau 4  
**Coût du projet par composante et par année du projet (financement initial et financement additionnel)**  
(en milliers d'USD)

Composante/sous-composante	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Année 7	Année 8	Année 9	Total
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant
<b>1. Amélioration des perspectives économiques chez les femmes et les jeunes ruraux</b>										
1.1 Incubation d'agroentreprises rurales	1 471	3 357	3 692	3 488	4 514	5 310	11 156	10 241	5 462	48 690
2.1 Infrastructures de production et de commercialisation	468	5 256	5 662	3 845	303	2 650	8 122	6 053	4 064	36 424
1.3 Services financiers aux agroentreprises rurales	24	446	511	504	504	422	850	843	843	4 946
1.4 Renforcement institutionnel	269	639	533	559	597	510	1 212	1 128	1 106	6 609
<b>2. Gestion et coordination du projet</b>	5 266	2 455	3 593	3 407	2 957	2 850	4 508	4 545	3 764	33 347
<b>Total</b>	<b>7 499</b>	<b>12 455</b>	<b>14 047</b>	<b>11 804</b>	<b>8 875</b>	<b>11 742</b>	<b>25 848</b>	<b>22 809</b>	<b>15 240</b>	<b>130 015</b>

### **Stratégie et plan de financement et de cofinancement**

27. Le plan de financement pour le projet LIFE-ND est le suivant: le financement du FIDA est estimé à 92 millions d'USD, soit le prêt initial de 60 millions d'USD et le financement additionnel de 32 millions d'USD. Le financement additionnel comblera le déficit de financement prévu dès la conception du projet pour la période restante d'exécution (31 mars 2025-31 mars 2028).
28. Le montant du cofinancement parallèle de la CDDN s'élève toujours à 30 millions d'USD; il ne s'est toutefois pas encore matérialisé de manière significative. Le premier décaissement de la part de la CDDN en juillet 2024, d'un montant de 2,5 millions d'USD, est un indicateur positif de l'amélioration des contributions de contrepartie. Les cofinancements nationaux de la part du Gouvernement fédéral du Nigéria et des administrations des États participants demeurent également inchangés, comme prévu au moment de la conception, à respectivement 3,1 millions et 4,9 millions d'USD. Au mois de juin 2024, les gouvernements (fédéral et des États) avaient versé environ 62% de leurs financements de contrepartie.

### **Décaissement**

29. Les modalités de décaissement seront actualisées pour y inclure l'ouverture d'un compte désigné libellé en dollars des États-Unis et l'ouverture d'un compte de tirage et d'un compte opérationnel libellés en naira. Le financement du FIDA sera décaissé sur la base de demandes de retrait dûment certifiées, conformément aux procédures du FIDA en matière de décaissement.

### **Résumé des avantages et analyse économique**

30. Les avantages prévus par l'analyse économique et financière, listés ci-dessous, demeurent inchangés par rapport au but et aux objectifs de développement initiaux du projet:
- hausse des rendements dans les filières bénéficiant du projet;
  - amélioration de la sécurité alimentaire;
  - augmentation des revenus des ménages;
  - multiplication des perspectives d'emploi.
31. L'analyse économique et financière actualisée reflète les points suivants: i) les prix du marché actuels pour les intrants et les produits, ii) l'évolution des rendements agricoles depuis le lancement du projet, iii) les coûts réels encourus par le projet et les coûts prévus pour la période restante d'exécution du projet, iv) l'incorporation des avantages supplémentaires résultant du financement additionnel et d'autres changements ou recommandations préconisés par la mission d'examen à mi-parcours. Cette mise à jour reflète également les indicateurs actuels du cadre logique, et ce qui devrait être réalisé à l'issue du projet.
32. L'analyse économique et financière actualisée indique que le projet demeure financièrement et économiquement viable, puisqu'il produit un taux de rentabilité économique interne de base de 25%, avec une valeur actuelle nette positive de 73,2 millions d'USD (30,3 milliards de naira)<sup>5</sup>. Malgré les résultats positifs de l'analyse économique et financière, ces chiffres demeurent légèrement en deçà des projections au moment de la conception, ce qui s'explique en grande partie par les retards pris dans la mise en œuvre du projet, qui ont abouti à des résultats très faibles, voire inexistantes, en matière de sensibilisation au cours des premières années de mise en œuvre. Une analyse de sensibilité, dont les résultats figurent à l'appendice II du présent rapport, a aussi été réalisée pour tester la solidité du projet face aux éléments imprévisibles.

---

<sup>5</sup> 1 USD = 415 NGN.

### **Stratégie de retrait et pérennisation**

33. Le financement additionnel sera exécuté conformément à la stratégie de pérennisation et de retrait définie à la conception. Lors de la phase 2, le financement additionnel contribuera au projet dans le cadre de partenariats avec les programmes de développement agricole au niveau des États, un ensemble fort et diversifié d'incubateurs d'entreprises formés et dédiés, l'association faîtière de développement de producteurs et le tout nouveau réseau de jeunes stagiaires et entrepreneurs. L'équipe de projet travaille en étroite collaboration avec ces parties prenantes clés et renforce sa capacité à long terme à aider les entrepreneuses et les jeunes entrepreneurs à développer leurs entreprises, en renforçant leurs activités commerciales et en leur enseignant les meilleures pratiques, en coopération avec des acteurs du Gouvernement fédéral et des administrations locales et d'autres partenaires du développement. Les modalités d'exécution du projet sont par ailleurs pleinement intégrées dans les ministères et institutions publiques, qui continueront de les mettre en œuvre après la clôture de LIFE-ND, en garantissant ainsi la durabilité. L'effet multiplicateur des bénéficiaires des services d'incubation qui ont passé avec succès la première phase et sont devenus eux-mêmes des incubateurs pour d'autres jeunes est un facteur clé de pérennisation.
34. Pour dynamiser la mise en œuvre de la stratégie de retrait et de pérennisation prévue dans le cadre du projet, le financement additionnel favorisera :
- i) la poursuite des actions de plaidoyer intensif concernant l'impact de l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes sur la transformation du système alimentaire, ainsi que sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle;
  - ii) le renforcement de la capacité des organisations paysannes, des entrepreneuses et des jeunes entrepreneurs à participer aux concertations sur les politiques et la création de liens entre eux et les acheteurs par l'intermédiaire des associations faîtières de développement de producteurs;
  - iii) la création de partenariats avec le secteur privé dans l'optique de mobiliser des financements et d'élargir les ressources aux compétences entrepreneuriales des entrepreneuses et des jeunes entrepreneurs;
  - iv) la création de partenariats avec d'autres institutions comme l'Association nigérienne des chambres de commerce, de l'industrie, des mines et de l'agriculture, l'Agence de développement des petites et moyennes entreprises du Nigéria et d'autres partenaires de développement international appuyant l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes.

### **Potentiel de transposition à plus grande échelle**

35. Les données relatives aux effets directs du projet tirées de l'examen à mi-parcours témoignent d'une baisse de 10% de la pauvreté, d'une réduction de l'insécurité alimentaire chez les bénéficiaires du projet et d'un taux de réussite de 56% en matière de sensibilisation. Ces données montrent que le projet a des effets positifs sur le terrain. Le potentiel d'intensification de ces effets est fort, et peut être maximisé grâce à plusieurs leviers :
- l'engagement et les capacités des incubateurs;
  - le passage du statut de bénéficiaire à incubateur;
  - les liens forts avec le marché pour maintenir les profits et la continuité des opérations des agroentrepreneurs après la clôture du projet LIFE-ND;
  - le rôle de multiplicateurs de résultats du projet que jouent les réseaux de jeunes et les plateformes de femmes rurales en favorisant les échanges de connaissances et le développement du capital social;

- la participation des associations faitières de développement de producteurs au soutien fourni aux entrepreneuses et aux jeunes entrepreneurs, en partenariat avec le projet;
- le recours aux solutions numériques comme accélérateur pour reproduire les résultats à plus grande échelle tout en renforçant l'efficacité;
- la création de synergies avec d'autres partenaires du développement, comme les programmes de développement agricole, et la reproduction à grande échelle des meilleures pratiques issues du projet;
- le plaidoyer concernant la réglementation auprès des administrations locales, étatiques et fédérales en faveur des entrepreneuses rurales et des jeunes entrepreneurs.

### III. Gestion des risques

#### A. Risques et mesures d'atténuation

36. Le tableau 5 ci-dessous présente les principaux risques liés à l'exécution qui ont été évalués au moment de la conception du projet, ainsi que les mesures d'atténuation qui leur correspondent:

Tableau 5  
Risques du projet et mesures d'atténuation

Risques	Évaluation du risque		Mesures d'atténuation
	Risque inhérent	Risque résiduel	
Engagements et contreparties politiques	Substantiel	Substantiel	Engagement stratégique aux niveaux fédéral et des États. Faire entendre la voix des organisations de entrepreneuses rurales et de jeunes entrepreneurs et accroître leur influence. Garantir une évaluation correcte des contreparties en nature actuellement sous-estimées.
Gouvernance et corruption	Élevé	Élevé	Favoriser une participation locale accrue à la gouvernance et l'amélioration de la gestion des ressources locales et du principe d'obligation de rendre compte conformément aux règles de gestion des projets. Continuer de tirer parti du savoir-faire de l'équipe consultative du programme de pays et de la numérisation pour améliorer la transparence, la conformité financière et le suivi-évaluation.
Fragilité	Substantiel	Substantiel	Mettre sur pied des comités d'alerte précoce en cas de conflit et encourager la participation des groupes de jeunes et de femmes et dialogue régulier avec ces groupes. Favoriser l'accès à la terre des entrepreneuses et des jeunes entrepreneurs, leur inclusion par l'intermédiaire du GALS et les stratégies ciblant les personnes handicapées. Exploiter les solutions numériques pour assurer la continuité des services pendant les périodes d'agitation.
Risques fiduciaires – gestion financière	Substantiel	Substantiel	Poursuivre le plaidoyer stratégique pour une contribution au titre des fonds de contrepartie. Renforcer les connaissances sur la Politique du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption et sa mise en œuvre.
Risques fiduciaires – passation des marchés	Substantiel	Modéré	Offrir une formation plus approfondie au personnel chargé des passations de marché et renforcer l'évaluation.
Environnement et climat	Substantiel	Modéré	Reproduire à plus grande échelle les technologies et pratiques utiles à la résilience aux changements climatiques, à la nutrition ou à l'intégration de l'inclusion sociale

## **B. Catégorie environnementale et sociale**

37. Le projet LIFE-ND est classé comme un projet de type B sur le plan du risque environnemental et social, conformément aux directives du FIDA sur les Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC). Il s'agit d'un projet de développement des filières basées sur les ressources naturelles, qui englobe la production végétale et l'aquaculture, la création d'installations de transformation agricole et le développement d'infrastructures de marchés auxiliaires, dont la remise en état des voies de desserte rurales et des jetées de débarquement et l'aménagement des terres. Ses impacts environnementaux sont essentiellement dépendants du lieu et spécifiques aux denrées dans les grappes d'entreprises et les communautés. Ils sont aussi facilement corrigés par des actions de prévention ou les mesures d'atténuation déjà proposées. L'examen à mi-parcours a jugé le projet plutôt satisfaisant (4) sur le plan de la gestion des risques relatifs à la gestion de l'environnement et des ressources naturelles. Les activités financées par le financement additionnel n'auront pas d'impact supplémentaire sur le risque environnemental et social.

## **C. Classement au regard des risques climatiques**

38. Le projet LIFE-ND est également considéré comme présentant un risque climatique modéré conformément aux directives relatives aux PESEC. Les principaux risques climatiques identifiés sont la hausse prévue des précipitations et leurs effets concomitants en termes d'inondations, ainsi que la hausse prévue des températures (et leurs effets probables sur la santé végétale et les périodes végétatives), et la possibilité que les groupements de rizières et la déforestation contribuent aux émissions de gaz à effet de serre. Selon les prévisions, ces effets devaient être fortement dépendants du lieu et spécifiques aux entreprises dans la zone d'intervention du projet. Jusqu'ici, le projet a réussi à gérer les effets climatiques susceptibles de se produire. La sensibilisation et la capacité d'intervention face aux changements climatiques se sont améliorées, en particulier chez les bénéficiaires du projet. Les activités financées par le financement additionnel ne sont pas susceptibles d'aggraver les risques climatiques au-delà du niveau modéré prévu au moment de la conception.

## **IV. Exécution**

### **A. Respect des politiques du FIDA**

39. La conception initiale du projet LIFE-ND ne sera pas modifiée. Le financement additionnel continuera d'être aligné sur la vision stratégique du Gouvernement pour la croissance et le développement, exprimée dans ses politiques et programmes principaux, en particulier la déclaration présidentielle relative à l'état d'urgence en matière de sécurité alimentaire<sup>6</sup>, la trajectoire nationale pour la transformation des systèmes alimentaires, le mandat, la mission et la vision de la politique nationale du Nigéria en matière de technologie et d'innovation agricoles (NATIP 2022-2027) et les objectifs de développement durable n<sup>os</sup> 1, 2, 5, 6, 8, 10, 13 et 17.
40. Le financement additionnel du projet est conforme au Cadre stratégique du FIDA 2016-2025 et à sa Stratégie et à son plan d'action dans le domaine de l'environnement et des changements climatiques 2019-2025. Il permet d'atteindre l'objectif général du COSOP 2024-2029, qui consiste à favoriser une croissance inclusive et résiliente de l'économie rurale par une transformation du système agroalimentaire axée sur les marchés dans le but d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

<sup>6</sup><https://www.vanguardngr.com/2023/07/president-tinubus-declaration-of-state-of-emergency-on-food-security-marks-vital-step-forward>.

## B. Cadre organisationnel

### Gestion et coordination du projet

41. Principal organisme d'exécution du projet, le Ministère fédéral de l'agriculture et de la sécurité alimentaire est responsable de la coordination générale et de la supervision, tandis que la mise en œuvre effective sur le terrain est coordonnée et supervisée par les ministères de l'agriculture de chacun des six États participants.
42. Dans le cadre du financement additionnel, les activités du projet LIFE-ND sur le terrain et au niveau des communautés seront mises en œuvre conformément aux modalités institutionnelles déterminées au moment de la conception.

### Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

43. Le risque en matière de gestion financière est jugé « substantiel », tandis que la qualité de la gestion financière, jugée plutôt satisfaisante par l'examen à mi-parcours réalisé en juin 2023, a le potentiel de devenir satisfaisante. Les fonds du projet sont gérés conformément aux procédures nationales et aux procédures du FIDA en matière de gestion financière et opérationnelle. Le Ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire maintiendra une structure de contrôle en place pour assurer la coordination du projet.
44. L'accord de financement sera modifié pour tenir compte des ressources du financement additionnel (MARE). Le formulaire 2 (« Schedule 2 ») présentera les catégories de dépenses des financements initial et additionnel, qui seront reflétés dans les systèmes du FIDA en tant que tels.
45. **Acheminement des fonds et décaissement.** Le financement additionnel sera acheminé par l'intermédiaire de comptes bancaires désignés ouverts à la Banque centrale du Nigéria. Un compte désigné (USD) et un compte de tirage (NGN) supplémentaires seront également ouverts à la Banque centrale du Nigéria.
46. **Élaboration du budget.** Le plan de travail et budget annuel sera révisé de façon à y intégrer les activités financées dans le cadre du financement additionnel. Cela facilitera aussi la préparation des prévisions trimestrielles de trésorerie. Le Comité directeur national continuera d'approuver le plan de travail et budget annuel et les rapports du projet et d'offrir des conseils en matière politique et stratégique à l'échelle nationale.
47. **Procédure de contrôle interne, comptabilité et information financière.** Le manuel des procédures financières et administratives et le système de comptabilité ont été mis à jour de façon à y intégrer le financement additionnel. Le cadre comptable et la préparation des états financiers continueront de servir de méthode de la comptabilité de caisse des Normes comptables internationales du secteur public, ce que le FIDA juge acceptable. La préparation des rapports financiers intermédiaires, actuellement automatisée dans le logiciel de comptabilité Flexible Accounting 2000+, sera également mise à jour. La lettre de présentation des modalités de gestion financière et de contrôle financier sera actualisée et envoyée à l'emprunteur, de façon à lui donner davantage d'orientations et d'instructions concernant le financement additionnel.
48. Le FIDA utilisera une approche fondée sur les risques, y compris des examens *ex ante* et *ex post*, et aura recours à des missions d'appui et de supervision. La Politique du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations figure dans les contrats conclus avec les tiers et est décrite dans son manuel sur les procédures financières et administratives.
49. La trésorerie et l'audit externe figurent parmi les systèmes nationaux utilisés actuellement. Le Bureau du vérificateur général de la Fédération continuera de réaliser l'audit annuel des états financiers du projet.

50. Les unités en charge de la passation des marchés dans le cadre du projet, à l'échelle du pays et des États, adhèrent au cadre de passation des marchés du FIDA. Le Bureau national des passations de marché agit comme organe de contrôle, qui examine et approuve la documentation et les processus des bureaux des États avant leur soumission au FIDA pour examen. Les processus et procédures appliqués n'ont produit que des défaillances mineures, qui n'ont pas eu d'incidence sur la mise en œuvre du projet ou sa performance.
51. L'unité des achats du Bureau national compte un spécialiste national des achats qui supervise un assistant ou une assistante aux achats. Ensemble, ils ont suffisamment d'expérience en matière de passation de marchés au titre des projets pour gérer efficacement le processus d'achat du projet. Ces deux membres du personnel supervisent aussi les activités de six responsables de la passation de marchés au niveau des États, une pratique dont le maintien est recommandé.
52. La méthode de distribution des demandes de cotations aux soumissionnaires pourrait être améliorée. Les soumissionnaires doivent impérativement accuser réception des demandes de cotation sans pouvoir consulter le nom des autres soumissionnaires. Cette mesure est essentielle pour réduire le risque de collusion et de corruption.

### **C. Suivi-évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication stratégique**

53. Pour appuyer la mise en œuvre effective des dispositifs de suivi-évaluation au moment de la conception, le financement additionnel renforcera: i) l'utilisation des systèmes d'information géographique; ii) la planification et la mise à jour du suivi-évaluation; iii) les liens entre le suivi-évaluation, la gestion des connaissances, l'apprentissage, la contribution à l'élaboration de politiques et la communication stratégique; iv) les solutions numériques intégrées. Les nouveaux indicateurs de produit seront intégrés pour mieux surveiller les résultats (indicateurs environnementaux et climatiques, inclusion des personnes handicapées, suivi des personnes sortant du système d'incubation).

### **D. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement**

54. L'accord de financement initial entre la République fédérale du Nigéria et le FIDA sera amendé de façon à refléter le financement additionnel et le passage à la seconde phase.

### **V. Instruments et pouvoirs juridiques**

55. L'octroi à l'emprunteur/au bénéficiaire du financement additionnel proposé est régi par une modification de l'accord de financement initial entre la République fédérale du Nigéria et le FIDA. L'accord de financement signé sera modifié après l'approbation du financement additionnel.
56. La République fédérale du Nigéria est habilitée, en vertu de son ordre juridique, à recevoir un financement du FIDA.
57. Je certifie que le financement additionnel proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

## **VI. Recommandation**

58. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement additionnel par la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République fédérale du Nigéria un prêt à des conditions ordinaires d'un montant de trente-deux millions de dollars des États-Unis (32 000 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Alvaro Lario

## LIFE-ND: Updated logical framework incorporating the additional financing

Results hierarchy	Indicators					Means of verification			Assumptions/notes				
	Name	Baseline	Midterm	Original target	End target	Source	Frequency	Responsibility					
<b>Outreach</b>	<b>1.b Estimated corresponding total number of households members</b>					Progress Reports, Impact Assessment Studies	Annually	PCOs FMARD	Project implementation is not delayed effective M&E system is in place.  Please note: out of the total 90,925 persons receiving services, 39,150 are beneficiaries supported in the incubation process and 51,775 are already established new rural enterprises, especially women and youth that will be supported only in business development services as part of the additional financing.				
	Household members - Number of people									0	52200	104400	363,700
	<b>1.a Corresponding number of households reached</b>												
	Women-headed households - Households									0	1305	2610	9092
	Non-women-headed households - Households									0	11745	23490	81833
	Households – Households									0	13050	26100	90,925
	<b>1.c. Persons receiving services promoted or supported by the project</b>												
	Males – Males									0	6525	13050	45463
	Females – Females									0	6525	13050	45462
	Young - Young people									0	11745	23490	81833
	Total Persons with Disabilities (PWDs)									0	0	0	1926
	Males - PWD									0	0	0	963
	Females - PWD									0	0	0	963
	Total number of persons receiving services - Number of people										13050	26100	90,925
<b>Project Goal</b> Transformation of the rural economy in which all the rural population can derive prosperity and equal benefit.	<b>per cent reduction in rural households living below the poverty line in the targeted village areas</b>					Progress Reports, Impact Assessment Studies National Statistics	End of Project	PCOs FMARD	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Militancy allows implementation</li> <li>• Up to 900 incubation centres are established and willing to mentor apprentices/incubates</li> <li>• Youth are willing to effectively participate in LIFE-ND</li> <li>• Institutions are strengthened</li> <li>• Government policy supports land acquisition, feeder roads, and private sector inclusion.</li> </ul>				
	Males - Percentage ( per cent)									0	25	50	50
	Females - Percentage ( per cent)									0	25	50	50
	Young - Percentage ( per cent)									0	25	50	50
	<b>Improved household assets ownership</b>												
										11,6	10	20	20
<b>Development Objective</b> Income, food security and job creation for rural youth and women through agribusiness development are	<b>Reduction of the number of households experiencing food insecurity in participating village area</b>					Progress Reports, Impact Assessment Studies National Statistics	End of Project	PCOs FMARD					
	Households - Percentage ( per cent)									28,7	30	60	60

Results hierarchy	Indicators					Means of verification			Assumptions/notes	
	Name	Baseline	Midterm	Original target	End target	Source	Frequency	Responsibility		
enhanced on a sustainable basis.										
Outcome Establishment of sustainable economic enterprises	<b>2.2.2 Supported rural enterprises reporting an increase in profit</b>					Progress Reports, COI surveys	Annually, baseline, midline, endline	PCOs, PCU	As of the Additional Financing, the total number of enterprises measured to report increase in profit will include the targeted registered rural enterprises that will be supported only in access to business development services.	
	Number of enterprises - Enterprises		11220	22186	72740					
	Percentage of enterprises - Percentage ( per cent)	0	44	85	85					
	<b>1.2.2 Households reporting adoption of new/improved inputs, technologies or practices</b>					Progress Reports, COI surveys	Annually, baseline, midline, endline	PCOs, PCU		
	Total number of household members - Number of people		44880	88740	133112					
	Households - Percentage ( per cent)	81,3 per cent	44	85	85					
	Households - Households		11220	22186	33278					Beneficiary households who will be surveyed will report that: (a) they are fully satisfied with the inputs, practices or techniques promoted; and (b) they are now using those inputs, practices and technologies instead of previous ones.
	<b>1.2.4 Households reporting an increase in production</b>					Progress Reports, COI surveys	Annually, baseline, midline, endline	PCOs, PCU		
	Total number of household members - Number of people		44880	88740	133112					
	Households - Percentage ( per cent)	0	44	85	85					
Households - Households		11220	22186	33278				Beneficiary households interviewed (e.g. rain-fed and irrigated farms, livestock owners, fishers) who claim that project-supported activities (e.g. training, input provision) have helped them increase the quantity of key crops harvested as a result of better yields (i.e. quantity of crop harvested per unit of land area) or an increase in cropped area, compared to the pre-project situation. For cereals, grain and legumes, production is normally measured in metric tons or kilograms.		

Results hierarchy	Indicators					Means of verification			Assumptions/notes
	Name	Baseline	Midterm	Original target	End target	Source	Frequency	Responsibility	
									May also refer to an increase in livestock production (, reduced animal mortality, improved fertility), or in the volume of fish catches as compared to the pre-project situation.
	<b>1.2.8 Women reporting minimum dietary diversity (MDDW)</b>					Progress Reports, COI surveys	Annually, baseline, midline, endline	PCOs, PCU	With specific planned nutrition targeted interventions, the MDDW scores will increase and households will be able to report this accordingly in the COI surveys.
	Women ( per cent) - Percentage ( per cent)	0	30	50	50				
	Women (number) - Females		15300	25500	38252				
	Households ( per cent) - Percentage ( per cent)	0,7	30	50	50				
	Households (number) - Households		3825	6375	9563				
	<b>2.2.1 Persons with new jobs/employment opportunities</b>					Progress Reports	Annually	PCOs	Number of new full-time or recurrent seasonal on-farm and off-farm jobs created thanks to project activities since project start-up, either as independent individuals (self-employed) or as employees of micro, small and medium-sized enterprises. Jobs created within farmers' organizations that received project support are also included, but temporary jobs created for a limited period (e.g. for road construction) shall be excluded.
	Males - Males		6375	12750	19125				
	Females - Females		6375	12750	19125				
	Young - Young people		11475	22950	34425				
	Total Persons with Disabilities (PWDs)		0	0	1735				
	Total number of persons with new jobs/employment opportunities - Number of people		12750	25500	38250				
<b>Output</b> Rural agribusiness incubation networked and supported.	<b>1.1.5 Persons in rural areas accessing financial services</b>					Progress Reports	Annually	PCOs	This refers to the number of individuals who have accessed a financial product or service specifically promoted/supported by the project and its partner
	Women in rural areas accessing financial services - savings - Females		6375	12750	19125				
	Young people in rural areas accessing financial services - savings - young people		11475	22950	34425				
	Men in rural areas accessing financial services - savings - Males		6375	12750	19125				

Results hierarchy	Indicators					Means of verification			Assumptions/notes	
	Name	Baseline	Midterm	Original target	End target	Source	Frequency	Responsibility		
	Men in rural areas accessing financial services - credit - Males		6375	12750	19125				financial service provider (FSP), at least once during the considered period (annual reporting). Such services include loans and micro-loans, saving funds, micro-insurance/insurance, remittances, and membership of a community-based financial organization (e.g. savings and loan group). Note: When rural enterprises access financial services promoted/supported by the project, only owners and co-owners of enterprises receiving financial services are counted as persons accessing services.	
	Women in rural areas accessing financial services - credit - Females		6375	12750	19125					
	Young people in rural areas accessing financial services - credit - young people		11475	22950	34425					
	Total persons accessing financial services - savings - Number of people		12750	25500	38250					
	Total persons accessing financial services - credit - Number of people		12750	25500	38250					
	Total persons accessing financial services - insurance - Number of people		12750	25500	38250					
	Total persons accessing financial services - remittances - Number of people		12750	25500	38250					
	Men in rural areas accessing financial services - insurance - Males		6375	12750	19125					
	Women in rural areas accessing financial services - insurance - Females		6375	12750	19125					
	Young people in rural areas accessing financial services - insurance - young people		11475	22950	34425					
	Enterprises - Enterprises		12750	25500	38250					
	Active Borrowers (Enterprises) - Enterprises		12750	25500	38250					
	Total Persons with Disabilities (PWDs)		0	0	1926					
	<b>1.1.4 Persons trained in production practices and/or technologies</b>									Number of persons who have been trained at least once in improved or innovative production practices and technologies during the considered period (annual reporting). Training and capacity development may be provided in a variety of forms: participation in community mapping of natural resources, participation in a farmers' field school, field demonstrations, training in livestock immunization,
	Total number of persons trained by the project - Number of people		8926	17850	26775					
	Men trained in crop - Males		1913	3825	4018					
	Women trained in crop - Females		1912	3825	4015					
	Young people trained in crop - young people		3442	6885	7232					
	Men trained in fishery - Males		957	1913	4196					
	Women trained in fishery - Females		957	1913	4194					
	Young people trained in fishery - young people		1722	3444	7551					
	Total persons trained in crop - Number of people		3825	7650	8032					
	Total persons trained in livestock - Number of people		3187	6374	10711					
	Total persons trained in fishery - Number of people		1914	3826	8032					
	Males trained at least once by the project - Males		4463	8925	13389					
	Females trained at least once by the project - Females		4463	8925	13386					
	Total Persons with Disabilities (PWDs)		0	0	1348					

Results hierarchy	Indicators					Means of verification			Assumptions/notes etc.; and for various durations (a full day's training conducted outside the trainees' community, training of extension officers in a district centre; shorter sessions conducted within the trainees' community/village, regular short classroom training, or on-the-job or in-field training. Training topics may concern crop production (e.g. cultivation practices, participatory varietal selections, use of improved seeds, soil fertility practices and technology, efficient water use, micro-irrigation, agroforestry practices, proper plant protection, or enhancing produce quality); livestock production (e.g. milking and milk handling, slaughtering, animal nutrition, disease prevention and veterinary practices, animal husbandry); or fish production (e.g. fish capture techniques, management of fish sanctuaries, fish farming). Training in the management of natural resources and climate-related risks (such as technologies and practices for environmental protection, combating deforestation
	Name	Baseline	Midterm	Original target	End target	Source	Frequency	Responsibility	

Results hierarchy	Indicators					Means of verification			Assumptions/notes and desertification, or promoting soil/water conservation initiatives) shall not be considered here.
	Name	Baseline	Midterm	Original target	End target	Source	Frequency	Responsibility	
	<b>Number of persons accessing digital extension services to increase production and productivity</b>								
	Males - Number		0	0	4463				
	Females - Number		0	0	4462				
	Young - Number		0	0	8032				
	Total persons accessing digital extension services - Number of people		<b>0</b>	0	8925				
	<b>Number of farmers accessing digital e-voucher for production inputs</b>								
	Males - Number		0	0	4463				
	Females - Number		0	0	4462				
	Young - Number		0	0	8032				
	Total persons accessing digital extension services - Number of people		<b>0</b>	0	8925				
	<b>2.1.1 Number of rural enterprises accessing business development services</b>								
	Enterprises – Number		<b>0</b>	0	63,018	Progress Reports	Annually	PCOs	Graduated Rural enterprises and newly targeted registered rural enterprises will have accessed business development services promoted by the project during the considered period after graduation to ensure business growth maturity. Contextually to LIFE-ND, these will be graduated registered rural enterprises supported in phase 1 and are targeting already existing rural enterprises that did not go through the incubation process for the AF phase only for BDS support.
	<b>Number of persons trained in environmentally sustainable Income Generating Activities</b>					Progress Reports	Annually	PCOs	Beneficiaries will be trained in environmentally

Results hierarchy	Indicators					Means of verification			Assumptions/notes
	Name	Baseline	Midterm	Original target	End target	Source	Frequency	Responsibility	
	Males - Number		1275	2550	3825				sustainable IGAs defined and outlined in the environment and climate change component.
	Females - Number		1275	2550	3825				
	Young - Number		2290	4590	6885				
	Total persons participating - Number of people		2550	5100	7650				
<b>Output</b>	<b>1.1.8 Households provided with targeted support to improve their nutrition</b>					Progress Reports	Annually	PCOs	Targeted beneficiaries will directly participate in project-supported activities designed to help improve nutrition during the period. specifically, the nutrition-sensitive activities from the Project will not be generic but will be tailored to address context-based nutrition problems in the Country.
Improved access to diverse and quality foods	Total persons participating - Number of people		3187	6735	9563				
	Males - Males		0	0	0				
	Females - Females		3187	6735	9563				
	Total Persons with Disabilities (PWDs)		0	0	482				
	Households - Households		3187	6735	9563				
	Household members benefitted - Number of people		12750	25500	38250				
	Young - Young people		9984	19967	27629				
<b>Outcome</b>	<b>2.2.6 Households reporting improved physical access to markets, processing and storage facilities</b>					Progress Reports	Annually	PCOs	- Bulk lands are available and owners are willing to lease them to the beneficiaries Adequate operation and maintenance of infrastructure is ensured by users.  Household members will be trained in environmentally-sustainable and climate-resilient practices.
Agribusiness-driven infrastructure for improved access to market and sustainably managed by beneficiary is realized	Households reporting improved physical access to markets - Percentage ( per cent)	0	44	85	85				
	Households reporting improved physical access to processing facilities - Percentage ( per cent)	0	44	85	85				
	Households reporting improved physical access to storage facilities - Percentage ( per cent)	0	44	85	85				
	Households reporting improved physical access to markets - Households		11200	22186	33278				
	Households reporting improved physical access to processing facilities - Households		3366	6655	9984				
	Households reporting improved physical access to storage facilities - Households		11220	22186	33278				
	<b>3.2.2 Households reporting adoption of environmentally sustainable and climate-resilient technologies and practices</b>								
	Total number of household members - Number of people		30600	51000	76500				
	Households - Percentage ( per cent)	30,8	30	50	50				
	Women-headed households - Households		765	1275	1912				
	Households - Households		7650	12750	19125				
<b>Output</b>	<b>2.1.5 Roads constructed, rehabilitated or upgraded</b>					Progress Reports	Annually	PCOs	

Results hierarchy	Indicators					Means of verification			Assumptions/notes
	Name	Baseline	Midterm	Original target	End target	Source	Frequency	Responsibility	
Establishment and improvement of feeder roads	Length of roads - Km		90	180	180				
<b>Output</b> Land development for agricultural production	<b>Land under climate-resilient practices</b>					Progress Reports	Annually	PCOs	
	Land area - Area (ha)		3000	6000	6000				
	<b>3.1.2 Persons provided with climate information services</b>					Progress Reports	Annually	PCOs	Individuals will be reached by weather, climate or seasonal forecasts and/or disaster early-warning information during the considered additional financing period, according to the procedures agreed upon by government and other data providers. These will include individuals registered in message recipient lists that are regularly contacted, or those using the service. Households that have received advice in the considered period (annual reporting) regarding expected climate impacts on crops, livestock and fisheries, to enable better decision-making as to the type, timing and location of agricultural practices and to prevent, reduce and/or manage risks will be included.
	Females - Number		0	0	4463				
	Males - Number		0	0	4462				
	Young – Number		0	0	11475				
	PWDs – Number		0	0	1348				
<b>Output</b> Construction/ Rehabilitation of production facilities	<b>2.1.6 Market, processing or storage facilities constructed or rehabilitated</b>					Progress Reports	Annually	PCOs	The construction and rehabilitation of market facilities, processing facilities and storage facilities will result in beneficiaries reporting improved access to facilities.
	Total number of facilities - Facilities		57	115	230				
	Market facilities constructed/rehabilitated - Facilities		12	25	50				
	Processing facilities constructed/rehabilitated - Facilities		25	50	200				
	Storage facilities constructed/rehabilitated - Facilities		20	40	50				
<b>Outcome</b>	<b>1.2.5 Households reporting using rural financial services</b>							PCOs, PCU	

Results hierarchy	Indicators					Means of verification			Assumptions/notes
	Name	Baseline	Midterm	Original target	End target	Source	Frequency	Responsibility	
Enhanced access to financial services for beneficiaries and their organizations	Total number of household members - Number of people		44880	86700	133112	Progress Reports, COI surveys	Annually, baseline, midline, endline		Beneficiary households interviewed who state that they are fully satisfied with and are using the financial products and services facilitated by the project, in order to invest in a productive or income-generating activity (i.e. as opposed to being used for consumption or other non-productive purposes).
	Households - Percentage ( per cent)		44	85	85				
	Households - Households		11220	21675	33278				
<b>Output</b> Increased savings and internal capital accumulation among individual and groups in the project area.	<b>1.1.7 Persons in rural areas trained in financial literacy and/or use of financial products and services</b>					Progress Reports	Annually	PCOs	Refers to the individuals in rural areas who received capacity-building from the project, during the considered period, enabling them to acquire the knowledge, skills and confidence to make responsible financial decisions or handle household economics and investments more effectively. Financial literacy programmes usually cover topics such as basic numeracy training, budgeting, saving or credit management.
	Males - Males		5419	10838	19576				
	Females - Females		5419	10838	19574				
	Young - Young people		9754	17557	35234				
	Persons in rural areas trained in FL and/or use of FProd and Services (total) - Number of people		10838	21676	39150				
<b>Outcome</b> Rural institutions are able to identify and address infrastructure, policy and regulatory challenges	<b>2.2.3 Rural producers' organizations engaged in formal partnerships/agreements or contracts with public or private entities</b>					Progress Reports, COI surveys	Annually, baseline, midline, endline	PCOs, PCU	Rural producers' organizations (FOs, CAFs) will establish contractual or other types of arrangements with other value chain stakeholders and/or public entities, with project support. These will include upstream and
	Number of POs - Organizations		264	510	765				
	Percentage of POs - Percentage ( per cent)	37,4	44	85	85				
	Women in leadership position - Females		79	153	228				
	Number of POs - crop - Organizations		108	210	295				
	Number of POs - livestock - Organizations		90	180	266				
	Number of POs - fisheries - Organizations		66	120	204				

Results hierarchy	Indicators					Means of verification			Assumptions/notes
	Name	Baseline	Midterm	Original target	End target	Source	Frequency	Responsibility	
									downstream arrangements (e.g. input provision or selling arrangements) and partnerships with public and/or private entities.
	<b>Policy 3 Existing/new laws, regulations, policies or strategies proposed to policy makers for approval, ratification or amendment</b>					Progress Reports, COI surveys	Annually, baseline, midline, endline	PCOs, PCU	Through KM activities, the Project will be able to formally influence policy in the value-chain sector through evidence-based policy products and initiatives that promote gender inclusiveness and better nutrition.
	Number - Number				3				
<b>Output</b> Capacity building of rural institutions	<b>2.1.3 Rural producers' organizations supported</b>					Progress Reports	Annually	PCOs	First-level groups of farmers or other rural producers, whether formally registered or not, that have been newly formed or created, or strengthened with project support during the considered period, in order to enhance agricultural, processing or marketing, and provide services to their members. These rural producers' organizations should be distinguished from groups formed to manage natural resources (natural resource
	Total size of POs - Organizations		10838	21676	32511				
	Rural POs supported - Organizations		300	600	900				
	Males - Males		5419	10838	16255				
	Females - Females		5419	10838	16255				
	Young - Young people		9754	19508	29260				

<i>Results hierarchy</i>	<i>Indicators</i>					<i>Means of verification</i>			<i>Assumptions/notes management groups are reported only under IFAD SO3).</i>
	<i>Name</i>	<i>Baseline</i>	<i>Midterm</i>	<i>Original target</i>	<i>End target</i>	<i>Source</i>	<i>Frequency</i>	<i>Responsibility</i>	
	Total Persons with Disabilities (PWDs)		0	1083	1626				

## Updated summary of the economic and financial analysis

Table A  
Financial cash flow models

Project Year	Farm models' net incremental benefits (In Naira)									
	Cocoa Prod. Model	Banana Pro. Model	Oil Palm	Cassava Pro. Model	Rice Prod. Model	Layer Pro. Model	Earth Pond Aquaculture	Dry Fish Processing	Palm Oil Processing	Rice Processing
PY1	(811,734)	(824,503)	(1,052,449)	(520,533)	(534,076)	(1,050,490)	(610,023)	(444,550)	(2,627,483)	(1,048,190)
PY2	3,910	3,910	119,458	194,245	114,086	621,039	285,742	521,442	523,951	557,045
PY3	6,516	391,317	141,177	194,245	114,086	621,039	335,421	625,730	795,700	845,341
PY4	7,819	391,317	1,486,576	194,245	114,086	621,039	491,673	625,730	1,067,450	1,133,638
PY5	589,344	1,350,001	2,373,372	194,245	114,086	665,388	491,673	625,730	1,610,948	1,133,638
PY6	1,198,236	1,350,001	2,373,372	194,245	114,086	665,388	491,673	625,730	1,610,948	1,133,638
PY7	2,010,091	1,350,001	2,373,372	194,245	114,086	665,388	491,673	625,730	1,610,948	1,133,638
PY8	2,010,091	1,350,001	2,373,372	194,245	114,086	665,388	491,673	625,730	1,610,948	1,133,638
PY9	2,010,091	1,350,001	2,373,372	194,245	114,086	665,388	491,673	625,730	1,610,948	1,133,638
PY10	2,010,091	1,350,001	2,373,372	194,245	114,086	665,388	491,673	625,730	1,610,948	1,133,638
PY11	2,010,091	1,350,001	2,373,372	194,245	114,086	665,388	491,673	625,730	1,610,948	1,133,638
PY12	2,010,091	1,350,001	2,373,372	194,245	114,086	665,388	491,673	625,730	1,610,948	1,133,638
PY13	2,010,091	1,350,001	2,373,372	194,245	114,086	665,388	491,673	625,730	1,610,948	1,133,638
PY14	2,010,091	1,350,001	2,373,372	194,245	114,086	665,388	491,673	625,730	1,610,948	1,133,638
PY15	2,010,091	1,350,001	2,373,372	194,245	114,086	665,388	491,673	625,730	1,600,948	1,133,638
PY16	2,010,091	1,350,001	2,373,372	194,245	114,086	665,389	491,673	625,730	1,610,948	1,133,638
PY17	2,010,091	1,350,001	2,373,372	194,245	114,086	665,390	491,673	625,730	1,610,948	1,133,638
PY18	2,010,091	1,350,001	2,373,372	194,245	114,086	665,391	491,673	625,730	1,610,948	1,133,638
PY19	2,010,091	1,350,001	2,373,372	194,245	114,086	665,392	491,673	625,730	1,610,948	1,133,638
PY20	2,010,091	1,350,001	2,373,372	194,245	114,086	665,393	491,673	625,730	1,600,948	1,080,362
IRR	50%	59%	72%	37%	21%	60%	62%	128%	40%	77%
NPV Naira (@14%)	5,648,495	5,120,523	9,540,872	708,031	215,543	2,977,691	2,148,912	3,281,508	5,622,771	5,235,387

Table B  
Programme costs and log-frame targets.

PROGRAMME COSTS AND INDICATORS FOR LOGFRAME		
TOTAL PROGRAMME COSTS (in million USD )		
Number of Individual Beneficiaries	363,700	people
Cost per individual beneficiary	357	US\$ x person
Number of Households	90,925	Househols
Cost per Household	1,430	US\$ x Household
Components and Cost (USD million)		
A. Enhancement of Economic Opportunities for Rural Youth	94.7	US\$ million
B. Project Management and Coordination	35.3	US\$ million
<b>Total</b>	<b>130.0</b>	US\$ million

Provides information on total project costs (broken down by component) and beneficiaries (broken down by category). This table also includes logframe targets as per the EFA.

Table C: Main assumptions and shadow prices

MAIN ASSUMPTIONS & SHADOW PRICES					
FINANCIAL	Model	Unit of measure	Yields (Annually) Kg		Price (Naira)
			WOP	WP	
	Cocoa Prod. Model	Kgs	1,050	2,000	1,000
	Banana Pro. Model	Kgs	-	7,842	200
	Oil Palm	Litres	-	24,033	294
	Cassava Pro. Model	Kgs	12,500	14,700	20
	Rice Prod. Model	Kgs	5,837	5,837	120
	Layer Pro. Model	No.	25	250	1,000
	Earth Pond Aquaculture	No.	-	600	550
	Dry Fish Processing	Tonnes	-	17	105,196
Palm Oil Processing	Tonnes	-	250	294	
Rice Processing	Tonnes	-	40	120	

Table D  
Beneficiary adoption rates and phasing

Household Phasing	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	
HH Phasing by Year	90,925	-	1,405	851	5,899	7,750	4,350	28,268	28,268	14,134	-
Cumulative Number of HHs	-	1,405	2,256	8,155	15,905	20,255	46,523	76,791	90,925	-	
Adoption Rate (LG indicator 1.2.2)	85%										
Beneficiary Aggregation											
Beneficiaries in Y1	-	1,194	723	5,014	6,588	3,698	24,028	24,028	12,014	-	
Beneficiaries in Y2		-	1,194	723	5,014	6,588	3,698	24,028	24,028	12,014	
Beneficiaries in Y3			-	1,194	723	5,014	6,588	3,698	24,028	24,028	
Beneficiaries in Y4				-	1,194	723	5,014	6,588	3,698	24,028	
Beneficiaries in Y5					-	1,194	723	5,014	6,588	3,698	
Beneficiaries in Y6						-	1,194	723	5,014	6,588	
Beneficiaries in Y7							-	1,194	723	5,014	
Beneficiaries in Y8								-	1,194	723	
Beneficiaries in Y9									-	1,194	
Beneficiaries in Y10										-	
Total Beneficiaries	-	1,194	1,918	6,932	13,519	17,217	41,245	65,272	77,286	77,286	

Table E  
Economic cash flow

Project year	Incremental Fam Benefits (Naira million)	Economic Project Costs (Naira million)			Cash-flow
		Investment Costs	Recurrent Costs	Total Economic Costs	
PY1	-	2,271	588	2,859	(2,859)
PY2	(1,118)	4,131	588	4,719	(5,838)
PY3	(309)	5,232	588	5,820	(6,129)
PY4	(3,949)	3,920	610	4,530	(8,479)
PY5	(3,560)	2,186	610	2,796	(6,355)
PY6	2,364	256	790	1,046	1,318
PY7	4,910	1,065	768	1,833	3,077
PY8	9,792	3,014	768	3,783	6,009
PY9	17,035	8,661	558	9,219	7,816
PY10	23,161	8,405	740	9,145	14,016
PY11	26,437	6,776	740	7,516	18,921
PY12	28,847	237	453	690	28,158
PY13	30,139		68	68	30,071
PY14	30,576		68	68	30,508
PY15	30,746		68	68	30,678
PY16	30,743		68	68	30,675
PY17	30,743		68	68	30,675
PY18	30,749		68	68	30,681
PY19	30,756		68	68	30,688
PY20	30,757		68	68	30,689
NPV (Naira @14%)					30,385.7
NPV(US\$ @14%)					73.219
EIRR					25%
BCR	348,819			54,500	6.4

Table F  
Sensitivity analysis

Year	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
<b>Incremental Benefits</b>	-	(1,118)	(309)	(3,949)	(3,560)	2,364	4,910	9,792	17,035	23,161	26,437	28,847	30,139	30,576	30,746	30,743	30,743	30,749	30,756	30,757
benefits +10%	-	(1,230)	(340)	(4,344)	(3,916)	2,601	5,401	10,771	18,739	25,477	29,080	31,732	33,153	33,633	33,821	33,817	33,818	33,824	33,831	33,833
benefits +20%	-	(1,342)	(371)	(4,738)	(4,272)	2,837	5,892	11,750	20,442	27,793	31,724	34,617	36,166	36,691	36,895	36,892	36,892	36,899	36,907	36,909
Mild scenario	-	(1,006)	(278)	(3,554)	(3,204)	2,128	4,419	8,813	15,332	20,844	23,793	25,963	27,125	27,518	27,672	27,669	27,669	27,674	27,680	27,681
Medium scenario	-	(895)	(247)	(3,159)	(2,848)	1,891	3,928	7,834	13,628	18,528	21,149	23,078	24,111	24,460	24,597	24,595	24,595	24,599	24,605	24,606
High scenario	-	(783)	(216)	(2,764)	(2,492)	1,655	3,437	6,854	11,925	16,212	18,506	20,193	21,097	21,403	21,522	21,520	21,520	21,524	21,529	21,530
<b>Project Costs</b>	2,859	4,719	5,820	4,530	2,796	1,046	1,833	3,783	9,219	9,145	7,516	690	68	68	68	68	68	68	68	68
costs +10%	3,145	5,191	6,402	4,983	3,075	1,151	2,017	4,161	10,141	10,059	8,268	759	75	75	75	75	75	75	75	75
costs +20%	3,431	5,663	6,984	5,436	3,355	1,255	2,200	4,539	11,062	10,974	9,019	828	81	81	81	81	81	81	81	81
costs +30%	4,289	7,079	8,730	6,795	4,193	1,360	2,384	4,918	11,984	11,888	9,771	897	88	88	88	88	88	88	88	88
<b>Net cash flow</b>																				
base scenario	(2,859)	(5,838)	(6,129)	(8,479)	(6,355)	1,318	3,077	6,009	7,816	14,016	18,921	28,158	30,071	30,508	30,678	30,675	30,675	30,681	30,688	30,689
costs +10%	(3,145)	(6,309)	(6,711)	(8,932)	(6,635)	1,214	2,893	5,631	6,895	13,101	18,169	28,089	30,064	30,501	30,671	30,668	30,669	30,674	30,681	30,682
costs +20%	(3,431)	(6,781)	(7,293)	(9,385)	(6,914)	1,109	2,710	5,253	5,973	12,187	17,417	28,020	30,057	30,494	30,665	30,662	30,662	30,668	30,674	30,676
costs +30%	(4,289)	(8,197)	(9,039)	(10,744)	(7,753)	1,004	2,526	4,874	5,051	11,272	16,666	27,951	30,050	30,487	30,658	30,655	30,655	30,661	30,668	30,669
benefits +10%	(2,859)	(5,949)	(6,160)	(8,874)	(6,711)	1,555	3,568	6,988	9,520	16,332	21,564	31,042	33,085	33,565	33,753	33,750	33,750	33,756	33,764	33,765
benefits +20%	(2,859)	(6,061)	(6,191)	(9,269)	(7,067)	1,791	4,059	7,968	11,223	18,648	24,208	33,927	36,099	36,623	36,828	36,824	36,824	36,831	36,839	36,841
benefits -10%	(2,859)	(5,726)	(6,098)	(8,084)	(5,999)	1,082	2,586	5,030	6,113	11,700	16,277	25,273	27,057	27,450	27,604	27,601	27,601	27,606	27,612	27,614
benefits -20%	(2,859)	(5,614)	(6,068)	(7,689)	(5,643)	845	2,095	4,051	4,409	9,384	13,633	22,388	24,043	24,393	24,529	24,527	24,527	24,531	24,537	24,538
benefits -30%	(2,859)	(5,502)	(6,037)	(7,294)	(5,287)	609	1,604	3,072	2,706	7,068	10,990	19,503	21,029	21,335	21,454	21,452	21,452	21,456	21,461	21,462
benefits delayed 1 year	(2,859)	(4,719)	(6,938)	(4,839)	(6,744)	(4,606)	531	1,127	573	7,890	15,644	25,747	28,780	30,071	30,508	30,678	30,675	30,675	30,681	30,688
benefits delayed 2 years	(2,859)	(4,719)	(5,820)	(5,649)	(3,105)	(4,995)	(5,393)	- 1,419	- 4,309	647	9,519	22,471	26,369	28,780	30,071	30,508	30,678	30,675	30,675	30,681
<b>Discount rate</b>	<b>14.0%</b>																			
<b>Sensitivity Analysis</b>	<b>Base case</b>	<b>Costs Increase</b>			<b>Increase of</b>		<b>Decrease of Benefits</b>			<b>Delay of Benefits</b>										
		<b>+10%</b>	<b>+20%</b>	<b>+50%</b>	<b>+10%</b>	<b>+20%</b>	<b>-10%</b>	<b>-20%</b>	<b>- 30%</b>	<b>1 year</b>	<b>2 years</b>									
IRR	25.3%	24.0%	22.8%	20.3%	26.6%	27.8%	23.9%	22.3%	20.4%	22.2%	19.5%									
NPV (Naira) million	30,386	27,983	25,580	20,337	35,827	41,268	24,944	19,503	14,062	21,740	14,157									
NPV (USD) million	73.2	67.4	61.6	49.0	86.3	99.4	60.1	47.0	33.9	52.4	34.1									

Demonstrates the sensitivity of project's profitability indicators to the risks identified in the project design document. For ease of reading, NPVs and EIRRs are colour coded. Sensitivity analysis should be used to identify critical values to be monitored during implementation (values in red).

**Table H: Original financing: Programme costs by component (and subcomponent) and financier**  
(Thousands of United States dollars)

Component	IFAD loan		Financing gap		NDDC		Federal Government		State Governments		Total Amount
	Amount	per cent	Amount	per cent	Amount	per cent	Amount	per cent	Amount	per cent	
1. Improvement of economic opportunities for rural youth and women											
1.1 Rural agribusiness incubation	27 874	50.5	14 339	26.0	12 496	22.6	522	0.9	-	-	55 230
1.2 Production and marketing infrastructure	17 201	41.6	9 686	23.4	10 462	25.3	1 544	3.7	2 458	5.9	41 351
1.3 Financial services for agribusiness	2 526	43.9	1 422	24.7	1 594	27.7	208	3.6	-	-	5 750
1.4 Institutional strengthening	2 784	45.1	1 569	25.4	1 594	25.8	229	3.7	-	-	6 176
<b>Subtotal</b>	<b>50 384</b>	<b>46.4</b>	<b>27 016</b>	<b>24.9</b>	<b>26 146</b>	<b>24.1</b>	<b>2 503</b>	<b>2.3</b>	<b>2 458</b>	<b>2.3</b>	<b>108 507</b>
2. Project management and coordination	9 616	44.7	5 066	23.6	3 854	17.9	553	2.6	2 419	11.2	21 508
<b>Total</b>	<b>60 000</b>	<b>46.1</b>	<b>32 081</b>	<b>24.7</b>	<b>30 000</b>	<b>23.1</b>	<b>3 057</b>	<b>2.4</b>	<b>4 877</b>	<b>3.8</b>	<b>130 015</b>

**Table I: Project risks and mitigation measures**

Risks <small>(For risk definition, please refer to hyperlink below)</small>	Risk rating		Mitigation measures
	Inherent	Residual	
Political commitment and counterparts	Substantial	Substantial	Strategic engagement at Federal and State level. Build voice and influence of rural youth and women entrepreneurs organisations.  Ensure proper valuation of in-kind counterparts currently underestimated.
Governance/Corruption	High	High	Supporting enhanced local participation in governance and improved local resource management and accountability to project management rules. Continue to leverage the CPAT expertise and digitalization to strengthen transparency, fiduciary compliance and M&E.
Macroeconomic	Substantial	substantial	Implement interventions to reduce transaction costs. Investment in rural infrastructure will enhance local productivity and resilience to shock.
Fragility	Substantial	Substantial	Setting up of conflict early warning committees and promote regular dialogue/involvement of youth and women groups. Promote land access for youth and women entrepreneurs, and inclusion through GALS and targeted strategies for PWDs. Use digital solutions to maintain services during restive periods.
Sector strategies and policies	Moderate	Moderate	Leverage CPAT expertise to strengthen implementation of national policies including Emergency Declaration on Food Security.
Institutional capacity	Moderate	Moderate	Strengthen capacity of key public institutions as well as networks of youth, women, PWDs, and incubators.
Fiduciary - financial management	Substantial	Substantial	Continue strategic advocacy for counterpart fund contribution. Strengthen knowledge and implementation of IFAD's Policy on Preventing Fraud and Corruption
Fiduciary procurement	Substantial	Moderate	Deepen training of procurement staff and strengthen review.
Environment and climate	Substantial	Moderate	Scale up climate-resilient technologies and practices nutrition mainstreaming social inclusion. .

<sup>7</sup> <https://orms.ifad.org/projects/2000001043/iprm>